

## **VILLE DE BILLY-MONTIGNY**

*L'an deux mille vingt-quatre, le 13 AVRIL à 09 Heures 00, le Conseil Municipal s'est réuni sous la présidence de M. Bruno TRONI, Maire, suite à la convocation en date du 05 AVRIL 2024, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.*

### **Arrondissement de Lens**

#### **Etaient présents :**

MM. B. TRONI, P. CANIVEZ, M. MONNIER, P. PECQUEUR, M. J. ROLLAND, Adjoints au maire  
Mmes N. MEGUEULLE, F. BRIKI, L. AVIT, M. BREBION, Adjointes au Maire  
Mmes T. VERLEYEN, A. MOPTY, J. BIESZCZAD-DIANE, A. FOULON, T. MOREAU, L. LOOR,  
M. WATERLOT, Conseillères Municipales  
MM. R. DEWASMES, W. GREBAUT, A. MILLIEN, M. EECKMAN, Y. GAUER ; M.  
BAUDERLIQUE, et E. LALOUE, Conseillers Municipaux

#### **Excusés :**

Mmes L. VERIN (pvr à Mme N. MEGUEULLE), M.C DELAMBRE (pvr à M. B. TRONI), R.  
KRYZANIAK (pv. à M. PECQUEUR), Conseillers municipaux.

**Absents :** MM J.L. CAILLUYERE, Mme A. SENECHAL, Mme F. ORMAN, Conseillers Municipaux

**Secrétaire de Séance :** Mme A. MOPTY

-----

### **N° 24-39 Permis de louer – Mise en place de l'autorisation préalable à la location à partir du 01/01/2025**

Vu le code général des collectivités territoriales ;  
Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin ;  
Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové dite loi ALUR, notamment les articles 92 et 93 ;  
Vu la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement et aménagement numérique, dite loi ELAN, en particulier son article 188 ;  
Vu le décret n°2016-1785 du 19 décembre 2016 relatif aux régimes de déclaration et d'autorisation préalable de mise en location précise les modalités d'instauration de « l'Autorisation Préalable à la Mise en Location ».  
Vu le Plan Local de l'Habitat 2014-2020 adopté par le Conseil Communautaire le 15 décembre 2014.

Considérant que la loi ALUR (article 92 et 93/ CCH : L.634-1 à L.635-11) permet aux établissements de coopération intercommunale (EPCI) et aux communes volontaires de définir des secteurs géographiques, voire des catégories de logements ou ensembles immobiliers au sein de secteurs géographiques, pour lesquels la mise en location d'un bien par un bailleur est soumise à une autorisation préalable ou à une déclaration consécutive à la

signature du contrat de location ; et que le décret n°2016-1790 du 19 décembre 2016 (CCH : R.634-1 à R.635-4) définit les modalités réglementaires d'application de ces deux régimes ;

Considérant que, pour renforcer la lutte contre l'habitat indigne, la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018, portant évolution du logement et aménagement numérique (ELAN), permet aux collectivités compétentes de mieux contrôler la qualité des logements mis en location sur leur territoire ;

Considérant que les collectivités adoptant le régime d'Autorisation Préalable à la mise en location de logements et le régime d'Autorisation Préalable à la Division peuvent définir des secteurs géographiques, voire des catégories de logements ou ensembles immobiliers, pour lesquels la mise en location d'un logement par un bailleur doit faire l'objet d'une autorisation préalable ou d'une déclaration consécutive à la signature du bail ;

Considérant, la mise en place d'un groupement de commandes entre la Communauté d'Agglomération Lens-Liévin et les communes concernées coordonné par la Communauté d'Agglomération Lens-Liévin.

Considérant que :

- le groupement de commandes, coordonné par la Communauté d'agglomération de LENS LIEVIN, sera chargé de procéder, dans le respect des dispositions et principes énoncés dans le Code de la commande publique, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection des opérateurs économiques, à la signature et à la notification du marché public ;
- que la commission d'appel d'offres du coordonnateur sera compétente dans le cadre de la passation du marché public, en application de l'article L 1414-3 II du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- que l'exécution du marché et son contrôle (constatation du service fait, mandatement, paiement,) est assurée par la CALL. Dans ce cadre, la CALL s'acquitte de l'intégralité du montant des factures au profit du titulaire du marché. Il est précisé que la CALL prend à sa charge 50 % du montant des dépenses des communes. Le solde est, quant à lui, honoré par les communes sur présentation d'un titre de recettes établis par la CALL conformément aux dispositions de l'article 6 de la convention constitutive.

Considérant qu'une visite technique obligatoire du logement est assurée par un opérateur. Cette visite vise à s'assurer de la décence du logement mis en location et donne lieu à un rapport technique complet. Chaque visite est facturée à hauteur du cout facturé par le prestataire, lesquels sont cofinancés à 50% par la CALL et 50% par la commune concernée.

Considérant que la commune souhaite modifier son périmètre en ajoutant les rues Victor Hugo, Voltaire et Charles Mathieu, la Place Mathieu, la Place Alexandre, les rues Raspail et Blanqui, l'impasse Clavier et la rue Pasteur dans leur totalité.

Considérant que le périmètre présenté correspond aux zones concernées par des problématiques nécessitant l'instauration du dispositif, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, A L'UNANIMITE, décide :

- D'autoriser le déploiement de l'Autorisation Préalable à la Mise en Location à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 sur le territoire concerné

- D'autoriser la modification de la géographie du dispositif sur la commune
- De prendre acte de la convention constitutive du groupement de commandes, coordonné par la Communauté d'agglomération de LENS LIEVIN, qui désigne la commission d'appel d'offres du coordonnateur comme celle du groupement pour les missions définies par la convention.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de groupement de commandes ci-annexées afin de lancer les procédures d'achats liés à la mise en œuvre de ces dispositifs
- D'approuver le périmètre d'exécution de l'Autorisation Préalable à la Mise en Location
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les actes juridiques, administratifs et financiers correspondants.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Acte rendu exécutoire après envoi en Sous-Préfecture le :

Et publication ou notification du :

A BILLY-MONTIGNY, le

Le Maire,

B. TRONI